

MEXIQUE

La croissance économique a été trop lente pour réduire l'écart important de niveau de vie qui sépare le Mexique d'autres pays de l'OCDE. Les taux d'emploi sont élevés et augmentent, mais la productivité stagne depuis dix ans.

Priorités d'action

Améliorer l'accès au deuxième cycle de l'enseignement secondaire

Enjeux et recommandations : Afin d'améliorer le niveau de formation de la population et les résultats des élèves, qui sont très faibles comparés à ceux des autres pays de l'OCDE, et de renforcer la productivité de la main-d'œuvre, il était recommandé de continuer à moderniser les programmes scolaires et de responsabiliser davantage les établissements et les enseignants. Il était également préconisé de poursuivre le développement de la formation des adultes.

Mesures prises : Une réforme du premier cycle de l'enseignement secondaire (*reforma integral de la secundaria*), destinée à moderniser les programmes et à améliorer l'organisation des cours, a été engagée. Peu de mesures concrètes ont été prises jusqu'ici dans le deuxième cycle du secondaire.

Abaisser les barrières à l'entrée dans divers secteurs

Enjeux et recommandations : Pour instaurer une concurrence effective dans le secteur des télécommunications, il était recommandé que le projet de loi sur les télécommunications (datant de 2002) soit approuvé. Dans le secteur énergétique, il était préconisé de réduire la part des entreprises publiques, notamment en assouplissant les règles qui limitent les investissements privés dans le secteur de l'électricité.

Mesures prises : Le projet de loi sur les télécommunications a été abandonné, mais les textes d'application ont été modifiés de manière à améliorer les conditions d'entrée et de concurrence sur le marché. Dans le domaine de la production d'électricité, aucune mesure n'a été prise pour lever les obstacles juridiques aux investissements privés, bien que la constitutionnalité des (petites) unités de production indépendantes existantes ait été reconnue.

Réduire les obstacles aux prises de participations étrangères

Enjeux et recommandations : Pour stimuler la concurrence et obtenir des gains d'efficacité, il était recommandé de réduire les obstacles à l'investissement direct étranger, en particulier dans les secteurs de l'électricité et de la téléphonie fixe, mais aussi dans la construction, les transports et certaines professions.

Mesures prises : Aucune mesure récente.

Réformer le système d'imposition

Enjeux et recommandations : Pour améliorer le financement des dépenses prioritaires pour le développement (éducation de base, santé, infrastructures, réduction de la pauvreté), il était recommandé de réformer le système d'imposition de manière à accroître les recettes. La modification préconisée consistait à élargir l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), afin de réduire les distorsions existantes et de simplifier l'administration de l'impôt.

Mesures prises : Des initiatives ont été engagées pour simplifier l'impôt sur le revenu et élargir son assiette. Rien n'a été fait, en revanche, sur le front de la TVA.

Renforcer l'état de droit

Enjeux et recommandations : Afin de réduire les coûts de transaction et d'améliorer du même coup le cadre des activités commerciales et des investissements, il était recommandé de renforcer l'efficacité de l'appareil judiciaire et la force exécutoire des lois et contrats.

Mesures prises : Les efforts déployés actuellement pour faciliter les procédures administratives (y compris dans certains États) et pour élargir l'utilisation de l'Internet contribueront au renforcement de la transparence et à la lutte contre la corruption.